



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er décembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Obama exhorte les États-Unis à accroître les exportations1

Relations commerciales

Commerce É.-U./Égypte : un point d'ancrage en Afrique du Nord2

Propriété intellectuelle

L'ACAC et la transparence : le Sénat s'y met.....3

Études économiques et articles connexes4

Politique commerciale américaine

Obama exhorte les États-Unis à accroître les exportations

Le 23 novembre dernier, à la suite d'une rencontre avec son cabinet ministériel, le président américain Barack Obama a déclaré que les États-Unis ne « travaillaient pas aussi fort qu'ils le pourraient » pour accroître les exportations américaines en Asie. Pour Obama, la conquête de nouveaux marchés en Asie constitue une « priorité de premier ordre ». Obama a déclaré que si les

« En fait, il s'avère que les Asiatiques veulent nos produits et notre technologie. Cependant, en raison de restrictions régulatrices, d'enjeux associés à la manipulation des devises et d'un manque d'agressivité de notre part, nous n'arrivons pas à tirer profit de cette opportunité. »

– Barack Obama, Cabinet Room, 23 novembre 2009

États-Unis augmentaient leurs exportations vers le continent asiatique de 5 %, des centaines de milliers d'emplois seraient créés. Pour Obama, il n'y a aucune raison pour que les États-Unis ne puissent pas atteindre cet objectif. Obama n'a cependant pas élaboré son point de vue. Aucun détail ne fut donné concernant la nécessité d'être plus « agressif » dans la promotion des exportations américaines en Asie. De plus, il n'a fait état d'aucun moyen concret pour augmenter le volume des exportations américaines dans cette région du monde. Le président a souligné que lui et son cabinet avaient discuté d'une « série de façons » pouvant faire « avancer » l'agenda commercial de son administration.

Par ailleurs, Obama a déclaré que cette rencontre avec son cabinet ministériel visait à préparer le prochain Sommet de l'emploi qui aura lieu le 3 décembre prochain. Ce sommet comprendra six séances, dont une très importante sur la création d'emplois par l'augmentation des exportations. Cette session a pour but de réfléchir sur « comment » les États-Unis peuvent concurrencer les nouvelles « économies émergentes » et passer d'une économie dont la consommation de produits importés forme le vecteur de croissance à une économie dont la production nationale et les exportations forment les vecteurs de croissance.

Enfin, à l'aube de ce sommet, plusieurs groupes industriels et entreprises exportatrices appuyant la ratification des accords de libre-échange É.-U./Corée du Sud, É.-U./Panama et É.-U./Colombie ont redoublé leurs efforts de lobbying auprès du Congrès en utilisant l'argument de l'emploi pour qu'un vote sur ces accords ait lieu.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er décembre 2009

Sources : The White House (Office of the Press Secretary), « Remarks by the President after Meeting with his Cabinet », *Speeches & Remarks*, November 23, 2009. [En ligne]: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-after-meeting-with-his-cabinet-0>. Editorial, « Obama Sees U.S. Failure To Be Sufficiently Aggressive On Exports to Asia », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 46 - November 27, 2009, p. 9.

Relations commerciales

Commerce É.-U./Égypte : un point d'ancrage en Afrique du Nord

Cette semaine, le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, s'est entretenu avec le ministre égyptien de l'Industrie et du Commerce, Rachid Mohamed Rachid, pour discuter du nouveau « plan d'action » destiné à approfondir les relations commerciales américano-égyptiennes dans le cadre du *U.S.-Egypt Strategic Economic Partnership On Trade-Related and Investment Issues*, signé en mai dernier. Ce plan vise à faciliter le commerce de biens et de services entre les deux pays, à encourager l'investissement américain en Égypte et à améliorer la coordination américano-égyptienne en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI), de normes du travail et d'environnement.

La première étape vers le rapprochement commercial entre les deux pays est le perfectionnement des procédures de transparence dans l'administration des douanes égyptiennes. À cet égard, l'Égypte doit redoubler d'efforts pour que les produits américains (qui respectent les standards internationaux de sécurité) cessent d'être soumis à des « contrôles » et des « tests ». En ce qui concerne les DPI, le plan vise à renforcer l'application de l'exclusivité des droits d'auteur en Égypte afin de combattre la piraterie des œuvres littéraires, musicales et cinématographiques. Sur le commerce des services de pointe, le plan d'action se concentrera sur l'augmentation (voire peut-être l'élimination) de la limite imposée par le gouvernement égyptien sur les capitaux étrangers dans les domaines de la construction et des transports publics. Cette limite est actuellement de 49 %.

Par ailleurs, le contenu de ce nouveau plan est largement inspiré du *Trade and Investment Framework Agreement* (TIFA) qui existe déjà entre les États-Unis et l'Égypte. La dernière rencontre portant sur ce cadre bilatéral remonte à 2005 et, depuis l'échec des négociations sur l'accord de libre-échange É.-U./Égypte durant la présidence de George W. Bush, le TIFA « traîne », faute de compromis sur la question des droits humains et de la démocratie en Égypte. Avec ce nouveau plan d'action, les États-Unis entendent réchauffer leurs relations avec l'Égypte en lui garantissant que le plan est de nature économique seulement et qu'il reflétera les intérêts égyptiens.

Dans un autre registre, le 23 novembre dernier, Rachid, Kirk et le secrétaire américain au Commerce, Gary Locke, se sont entretenus pour discuter de la création du *U.S.-Egypt Business Leaders Forum*. Ce forum doit remplacer le Conseil commercial américano-égyptien qui, depuis l'échec de l'accord de libre-échange entre les deux pays, ne se réunit que très rarement. Les trois hommes ont ainsi signé un « mémorandum d'intention » prévoyant des recommandations et certaines mesures à suivre (*road map*) afin que les deux États puissent accroître leur partenariat commercial et consolider la coopération entre leurs secteurs privés respectifs.

Pour lire le contenu de l'*U.S. - Egypt Strategic Economic Partnership*, voir : <http://www.nftc.org/default/trade/MEFTA/Egypt/US%20Egypt%20Partnership%20Agreement.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er décembre 2009

Pour lire le contenu du mémorandum, voir :

http://www.commerce.gov/s/groups/public/@doc/@os/@opa/documents/content/prod01_008640.pdf

Sources : Department of Commerce (Office of Public Affairs), « Commerce Secretary Gary Locke Meets with Egypt's Minister of Trade and Industry Rachid Mohamed Rachid », *Press Release*, Monday, November 23, 2009. [En ligne]: http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases_FactSheets/PROD01_008643. Éditorial, « Kirk, Rachid Agree to U.S.-Egypt Action Plan to Expand Trade, Investment », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 46 - November 27, 2009, p. 8-9.

Propriété intellectuelle

L'ACAC et la transparence : le Sénat s'y met

Cette semaine, les sénateurs Bernard « Bernie » Sanders et Sherrod Brown ont écrit une lettre au représentant américain au Commerce, Ron Kirk, lui demandant qu'il rende public le contenu de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) au nom des principes de transparence et d'accès à l'information. Jusqu'à maintenant, les négociations de cet accord (et ses implications politiques) furent tenues « à l'écart » des médias pour des raisons de sécurité nationale. De plus, le Bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR) a gardé « secrètes » les ébauches du chapitre de l'ACAC portant sur l'Internet et discute de son contenu seulement avec des conseillers ayant signé un accord de non-divulgaration les empêchant de faire des commentaires sur le sujet.

« Nous ne sommes pas convaincus que divulguer le contenu des négociations de cet accord porterait atteinte à la sécurité nationale des États-Unis [...] Nous craignons que l'opacité entourant les négociations de l'ACAC ne reflète un désir de contrecarrer d'éventuelles critiques émanant de la société civile. »

– Sanders & Brown, *Letter to the President*, 23 novembre 2009

Cette lettre survient peu après celles écrites par d'importants groupes de la société civile américaine (dont *Knowledge Ecology International*, *U.S. Public Interest Research Group* et *Public Citizen*) et par la puissante *Motion Picture Association of America* (MPAA) demandant également à l'Administration Obama de faire preuve de plus de « transparence » quant au contenu des négociations de l'ACAC. Selon la MPAA, il faut permettre au public d'avoir un plus grand accès à l'ACAC dans le but de mettre fin à la controverse autour de certaines dispositions ayant des implications sociales directes sur la population avant de procéder vers la finalisation des négociations.

Pour sa part, Ron Kirk a déclaré que l'ACAC constitue un accord « exécutif » n'imposant aucun changement de la loi américaine. Conséquemment, l'ACAC ne sera pas soumis à un vote au Congrès. Les défenseurs de cet accord avancent en outre que les dispositions portant sur l'Internet ne requièrent aucun changement des lois américaines sur les droits de propriété intellectuelle. Cela dit, bien que l'USTR ait publié un résumé des dispositions contenues dans l'ACAC, le « langage juridique » structurant le sens de ses dispositions demeure « secret ».

Pour lire le résumé de l'ACAC, voir : http://www.med.govt.nz/upload/67481/883411_1-web.pdf



B. Sanders



S. Brown



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er décembre 2009

Source : Éditorial, « Brown, Sanders Call on USTR to Make ACTA Proposals Public », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 46 - November 27, 2009, p. 7

Études économiques et articles connexes

Arvind Subramanian, « Coordinate Capital Controls », *Business Standard* (New Delhi), November 25, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1432>

Simon Johnson, *The Impact of the Troubled Asset Relief Program on the US Financial System and Economy*. Testimony submitted to the Congressional Oversight Panel hearing on TARP, Washington D.C., November 19, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/johnson1109.pdf>

Meera Shankar, *India's Role in the World Economy and the Future of India-US Relations*. Washington D.C.: Peterson Institute, November 18, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1426>

Edwin M. Truman, *Lessons from the Global Economic and Financial Crisis*, Keynote address at the conference "G-20 Reform Initiatives: Implications for the Future of Regulation", Seoul, Korea, November 11, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/truman0911.pdf>

C. Fred Bergsten, *A Blueprint for Global Leadership in the 21st Century*, Keynote Speech at the Global Human Resources Forum, Seoul, Korea, November 4, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1323>

Jeffrey J. Schott, « America, Europe, and the New Trade Order », *Business and Politics* (Berkeley Electronic Press), Vol. 11: 3 (November 2009), p. 181-199. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/noland1109.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

